

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LECUREUR

Le 109
1 rue Berthe Morisot - 76100 ROUEN
CS 71133 - 76175 ROUEN CEDEX
76100 Rouen

Références : UDRD.2026.02.R.20
Code AIOT : 0005801426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement LECUREUR implanté 1 bis, avenue de Quenneport 76380 Val-de-la-Haye. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du remplacement du portique de chargement des navires par un portique de type « NEUERO », l'exploitant a informé l'inspection le 9 février 2026 de la fin des opérations de démantèlement du portique historique le vendredi 6 février. Une visite a alors été organisée pour constater ce démantèlement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LECUREUR
- 1 bis, avenue de Quenneport 76380 Val-de-la-Haye
- Code AIOT : 0005801426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo céréalier portuaire.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions de poussières au chargement des navires	AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection salue les efforts de l'exploitant pour la réalisation d'une étude d'implantation d'un nouveau système de chargement des navires avec un système à accumulation de grains avant chute dans les cales du navire, reconnu comme l'une des meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions de poussières au chargement des navires.

Considérant le démantèlement du portique historique, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2024, désormais caduque, et qui visait le mésusage de l'arrimeur de ce portique par les opérateurs chargés de sa manutention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions de poussières au chargement des navires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Démontage du bras de chargement
Prescription contrôlée : La société LECUREUR SILO, dont le siège social est situé 27, rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013 pour son établissement implanté au VAL-DE-LA-HAYE (76380) - SIRET 842 832 719 00020 avant le 30 juin 2024. Cette prescription est réputée satisfaite si la société LECUREUR SILO : <ul style="list-style-type: none">• met en œuvre les dispositions techniques et organisationnelles interdisant l'utilisation de l'arrimeur-projeteur en dehors des opérations de finition de cale ;• rédige des consignes d'utilisation de l'arrimeur-projeteur décrivant explicitement ses différents modes d'utilisation et uniquement en finition de cale ;• s'assure que ces consignes sont connues de l'ensemble des opérateurs réalisant les opérations de chargement (les justificatifs attestant la formation des opérateurs sont communiqués à l'inspection des installations classées).

Constats :

Pour rappel, des échanges ont lieu depuis plusieurs années entre l'inspection et l'exploitant pour limiter les émissions de poussières liées au chargement des navires, et par là-même les nuisances associées pour les riverains.

Dans ce cadre, l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2023 prescrivait la réalisation d'une étude technico-économique visant l'amélioration du portique existant pour réduire les émissions de poussières.

Lors de la visite d'inspection du 26 mars 2024, l'inspection avait constaté le mésusage de l'arrimeur-projeteur, conduisant à l'arrêté de mise en demeure du 24 mai 2024.

L'étude technico-économique a été réalisée et l'exploitant s'est engagé dans un projet de mise en œuvre de la même technologie à accumulation de grains « NEUERO » déjà mise en œuvre sur les portiques de chargement des navires équipant les silos SENALIA de Grand-Couronne et de la Presqu'île Elie à Rouen. Ce nouveau portique sera mis en place au cours de l'année 2026.

Lors de la visite du 9 février 2026, l'inspection a pu constater le démantèlement du portique de chargement historique, et de l'arrimeur projeteur qui en faisait partie.

Commentaire n°1 : considérant le démantèlement du portique historique, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2024, devenu caduque. L'inspection précise par ailleurs qu'aucun autre arrêté de mise en demeure ne vise le dispositif de chargement des navires.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure